



Les Noirs ne sont pas à l'abri du racisme en Suisse

PASCAL FLEURY

L'image est restée gravée dans les esprits: une croix en flamme digne du Ku Klux Klan, qui brûle au cœur du village vaudois de Vugelles-La Mothe. C'était en février 2003. Le symbole en feu stigmatisait le refus d'un village d'héberger des requérants d'asile. «Vugelles la honte!», s'étaient indignés les fervents défenseurs des étrangers. Mais Vugelles a gagné, le canton s'est résigné. La «croix du KKK» a même échappé à l'instruction pénale.

La réputation d'hospitalité de notre pays a ses limites. Il suffit de lire l'étude de janvier 2005 sur «Les Noirs en Suisse», mandatée par la Commission fédérale contre le racisme, pour s'en convaincre. Les personnes de couleur, même avec passeport helvétique et bon accent «de chez nous», sont nombreuses à souffrir de clichés, préjugés, injustices ou insultes au quotidien. Que ce soit dans la rue, dans les lieux publics, au travail ou à travers des publications et de la propagande, les discriminations

sont courantes. L'étude révèle que les problèmes vécus par les Noirs sont indépendants de leur statut social et de leur durée de séjour en Suisse, certains étant établis depuis des générations.

«La corrélation faite entre Noirs et dealers est dangereuse»

Les cas de violence physique contre des Noirs restent toutefois rares. On se souvient de cette grosse bagarre entre skinheads et gens de couleur à Saint-Gall en août 2000, qui déboucha sur plusieurs condamnations, et de diverses attaques contre des centres pour requérants d'asile. Dans son rapport «Skinheads en Suisse», publié en 2000, la Police fédérale rappelle que le mouvement, né en Grande-Bretagne, a tissé des liens à travers la musique avec des organisations néofascistes et xénophobes américaines comme le Ku Klux Klan.

En mai dernier, à Bex, c'est la police qui a dû en venir aux mains avec des requérants d'asile africains. Ces derniers voulaient mener une expédition punitive contre un habitant de la localité qui avait sprayé des inscriptions racistes sur les murs de la ville. Trois mois auparavant, la fermeture du centre d'asile avait été réclamée par la municipalité in corpore.

Les actions policières sont parfois sujettes à caution. Le Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-Noir (CRAN) a ainsi dénoncé plusieurs «dérapages» l'été dernier. Selon Karl Grünberg, secrétaire général d'ACOR-SOS-Racisme, les cas de racisme de couleur se sont multipliés en Suisse romande depuis le lancement, par la police de Lausanne, en janvier 2002, de l'opération «Alpha» contre le trafic de drogue.

«La corrélation faite entre Noirs et trafiquants de drogue est dangereuse», affirme-t-il. A son avis, elle a renforcé

les préjugés dans la population, conforté la police dans son choix de boucs émissaires et démoralisé les Noirs. «Par cette marginalisation pourrait pousser à la délinquance et aux règlements de compte», s'inquiète-t-il.

ACOR-SOS-Racisme note, dans son Rapport d'observatoire du racisme 2004, qui est basé sur l'ensemble des cas qui lui sont soumis, que les discriminations sont motivées principalement par la couleur et la race, avant la nationalité, le statut d'étranger ou encore la religion. Ce constat est aussi valable pour les actes de violence commis par abus de fonction.

Depuis son entrée en vigueur en 1995, l'article 261^{bis} du Code pénal sur la discrimination raciale a débouché annuellement sur quelque 25 jugements inscrits au casier judiciaire (211 jugements à fin 2003), sans compter les amendes. Faute de plainte, la grande majorité des cas de «racisme ordinaire» restent impunis. |